

Quelques défis éthiques mondiaux

Perspective chrétienne. Point de vue québécois

D'entrée de jeu, permettez-moi une affirmation péremptoire : nous vivons une période qui évolue nettement *à l'envers du sens*. On ne cherche plus seulement une vie «bonne» mais «plantureuse», non pas «avec» mais «aux dépens» des autres. Pour ce faire, nous nous donnons des institutions qui s'enferment dans des conceptions tortueuses du bien commun. Ce forum n'a cessé de nous le rappeler. Ébahis, nous assistons à la dislocation de nos sociétés et partant, de l'humanité même. Si l'éthique débute avec le premier cri de douleur humaine¹ nous vivons une ère où il presse qu'elle affronte les situations qui n'en finissent plus de «se mettre en croix»². Mon pays, ma province, ne sont pas épargnés, et certainement compromis, surtout depuis que nous devons assumer de vivre dans la cour arrière d'un empire. Il ne s'agit pas d'être alarmistes mais certainement alarmés.

Étant entendu que nos communications doivent se limiter à proposer des éléments de débat, je formulerai d'abord, très succinctement, trois problématiques, de niveaux différents, qui, chez nous et peut-être aussi chez vous, évoluent *à l'envers du sens*, mais aussi leurs trois contreparties à contre-courant. De ces considérations, je dégagerai cinq enjeux éthiques fondamentaux qui, me semble-t-il, ne pourront trouver leur résolution qu'à l'échelle planétaire.

¹ Philippe De Woot et Jacques Delcourt, *Finalité du développement. Valeurs chrétiennes*, p. 623

² Expression de Clodovis Boff dans *Théorie et pratique. La méthode des théologies de la libération*, Cerf, 1990, p. 296

I. Une évolution à l'envers du sens

1) L'augmentation du nombre de citoyennes et de citoyens traités comme des «non-personnes».

Une portion toujours plus large de nos populations est abandonnée sur le bord de la route, condamnée à regarder passer des parades auxquelles il lui est impossible de participer. Des femmes³, ont inventé le terme de «non-personnes» pour exprimer comment elle ressentaient cette exclusion. L'une d'entre elles, porte-parole d'un réseau communautaire oeuvrant dans la ville de Québec, raconte sa discussion avec des gestionnaires de divers secteurs réunis en colloque afin de trouver des solutions aux déficits financiers du système de santé québécois. Devant le fait que la mise au chômage des petits employés semblait être la seule solution, elle demanda : « Est-ce que je dois comprendre qu'on va faire porter le poids de la décroissance sur la population la plus pauvre ? ». La réponse des experts est sans équivoque :

« Oui, il faut comprendre qu'avec la mondialisation, on n'a pas le choix pour permettre la compétitivité des entreprises ».

« Vous savez, quand on sème des carottes dans un jardin, il faut enlever beaucoup de semences pour avoir des carottes plus grosses ».

« En réalité, dans la situation où nous sommes, on n'aura pas le choix de faire des morts pour garder des vivants »⁴.

Voilà ! Pour faire face à une compétition débridée, il faut protéger les gagnants qui y président et ne pas hésiter à sacrifier les humains inutiles, simples «dommages collatéraux», ou autrement dit «non-personnes». Il s'agit là d'un rapport économique froid, objectivant,

³ Gustavo Gutierrez a aussi utilisé cette expression.

⁴ Vivian Labrie, « Histoire de décroissance et de carottes », *Relations*, janvier-février 1996, pp. 4 et 5

déshumanisé et déshumanisant. Aucune médiation, aucune instance d'interrogation, aucun tiers transcendant, seulement un face-à-face clos sur lui-même avec comme seul enjeu le profit et ses exigences.

Sur quelle base construire un espace éthique qui serve de médiation entre une économie évoluant au gré des caprices du marché et la patiente construction d'une société égalitaire ? La langue française propose deux sens au mot «personne». Le premier signifie une absence «il n'y a personne» (*nobody*) ; le second indique, au contraire, qu'«il y a quelqu'un» (*somebody*). Comment combler ce vide éthique sans revenir aux définitions anthropologiques élémentaires et adopter une conception de la personne qui assume la dignité de tout l'être humain ?

2) Quand un État démocratique se comporte comme une entreprise néo-libérale.

À partir du milieu des années 60, le Québec a connu une ère de prospérité qui n'est pas étrangère au mode de gouvernance qu'il s'est alors donné. Ce qu'on a appelé le «modèle québécois» reste encore, dans l'imaginaire collectif, comme une expérience démocratique distinctive. Mais depuis, l'idéologie néo-libérale a séduit nos gouvernants qui ont rapidement cédé devant elle, n'hésitant pas à renier une bonne partie de nos acquis sociaux. Dernier en liste, le gouvernement Charest ne cesse de privatiser les responsabilités de l'État. Il bouge selon les hauts et les bas d'une économie d'entreprise à laquelle il emprunte les règles de productivité, de réductions des coûts, de profits à tout prix. Bref, il gère d'une façon techniciste et compartimentée, plus qu'il ne guide ou anime un peuple.

⁴ À ce sujet, voir Michel Dansereau, *À la recherche de l'objet d'amour perdu*, Méridiens, 1999.

Comment questionner ces États qui se comportent comme si les lois du marché relevaient d'un conditionnement immuable auquel ils devraient se soumettre ? L'exigence éthique ne demande pas de renoncer à toute compétition mais de remplacer la logique du gain illimité par celle d'une juste répartition des richesses ; elle n'exige pas de fuir la rentabilité mais de cesser de la réaliser au prix de sacrifices humains ; pas davantage de rejeter la consommation mais de ne pas en faire une finalité. Malgré tout le défaitisme reste solide. Comment contrer le refus d'agir sous prétexte qu'il serait impossible d'affronter le défi ? Quel modèle éthique pourrait baliser concrètement et efficacement la route de l'utopie, d'aujourd'hui à demain, jusqu'à la réalisation complète de nos idéaux ?

3) Une Église occupée à la réfection de sa maison plus qu'aux luttes humaines de la rue.

Surgit présentement une quête de repères éthiques, de sens et de spiritualités inédites à laquelle les grandes religions ne semblent pas pouvoir répondre. L'Église catholique romaine ne fait pas exception. Au Québec, on ne la combat nullement, on l'ignore. Repliée sur elle-même, elle croit que changer les meubles de place pourra rendre la maison plus invitante. Mon diagnostic est sévère : si on ne peut pas dire qu'elle évolue à *l'envers du sens*, on peut certainement affirmer qu'elle se dirige vers *l'envers du christianisme*. Nombreux sont les membres de groupes populaires en rupture de ban avec la hiérarchie ecclésiastique. Les animateurs et animatrices des réseaux officiels de pastorale sociale se disent marginalisés par leur propre communauté. Hormis l'apport de quelques textes épiscopaux qui n'arrivent pas à colorer les politiques pastorales concrètes, la recherche spirituelle des militants chrétiens s'élabore à distance, quand ce n'est pas dans une séparation radicale avec les responsables de l'Église.

Comment une institution qui dit avoir la mission de préparer les voies d'un Royaume de justice peut-elle marquer des reculs incessants dans son apport aux luttes contre la pauvreté et l'exclusion sociale ? Une éthique chrétienne de la justice ne doit-elle pas trouver sa cohérence d'abord et avant tout à l'intérieur même de l'institution qui la porte ? On le sait, si le sort des exclus et leur libération personnelle et collective ne devient pas la priorité des discours et de la pratique de l'Église, celle-ci évacuera une dimension constitutive de sa mission. Aujourd'hui, sans contredit, la mission ecclésiale reste tronquée. Quel rôle, comme théologien et théologienne engagés pour la justice, pouvons-nous jouer à cet effet, alors même que nos complicités et nos affinités se retrouvent avec les gens de la rue ?

II. À contre-courant : de nouvelles configurations de sens

1) Une société civile organisée et de plus en plus incontournable.

D'après des observateurs avertis, « la montée en force de la société civile serait la plus grande mutation vécue par la société québécoise depuis les 15 dernières années »⁵. Les femmes y ont joué et y jouent encore un très grand rôle. Solidarités féministes, syndicales, écologiques, interculturelles, œcuméniques... tant et tant d'expériences pourraient être rapportées ici. En général, leurs discours et leurs actes de résistance construisent tout autant qu'ils dénoncent. Initiatrices d'un véritable contre-pouvoir civil, ces alliances citoyennes sont à rebâtir le tissu humain de nombreux villages et quartiers défavorisés. Cependant, ce dynamisme social n'est pas exempt de pièges. Ne risque-t-il pas de donner prétexte, à travers ce qu'il assume (ex. le

⁵ Leclerc et Béland, cités par Michelle Dugal dans *Les organismes communautaires au Québec. Pratiques et enjeux*, Montréal, Gaëtan Morin, 2005, p. 63

soin des plus vulnérables), à une déresponsabilisation de l'État ? Là comme ailleurs, une veille éthique s'impose.

2) Une nouvelle reconfiguration du sens humain et chrétien

Ces groupes issus des milieux populaires oeuvrent, souvent inconsciemment, à la confection d'un véritable *laboratoire de sens* qui pourrait bien arriver à combler le présent vide éthique. À travers des parcours parfois désarmants, la plupart de ces pratiques alternatives ouvrent à un *au-delà* et à un *autrement* capables de resymboliser le monde⁶ :

- La priorité aux humains et à leur environnement
- Une solidarité locale, nationale, continentale et mondiale
- Une démocratie repensée et expérimentée dans leur propre regroupement
- Une pratique de résistance qui dénonce et qui bâtit du neuf
- Une quête de sens qui rend l'utopie active.

Voyons-nous poindre en cela une authentique spiritualité du politique ? Je le crois. Celle-ci serait-elle chrétienne? Pour celles et ceux qui s'y réfèrent, je le crois aussi. Parce que cette nouvelle proposition de sens s'arrime à une éthique sociale qui véhicule des valeurs d'amour de soi, des autres, du monde et du cosmos. Porteuse d'un idéal d'égalité et de partage, le projet démocratique dépend de la responsabilité des peuples et fait appel au meilleur de leur humanité, à cette partie d'elle qui aspire à l'absolu.

⁶ À ce sujet, voir divers articles de Jean-Claude Ravet dans *Relations*, année 2000.

Mais allier étroitement spiritualité et politique ouvre un pari risqué. Joindre la foi et le politique constitue-t-il un danger d'égarement politique et/ou religieux ? La présente conjoncture mondiale répond par l'affirmative. La théologie devrait-elle, pour cette raison, tourner le dos au politique ? Sinon, quels paramètres éthiques se donner ? Et préalablement, ne devons-nous pas nous demander si le politique a besoin du spirituel pour se réaliser pleinement ?

3) L'élaboration d'une théologie engagée sur les terrains et ouverte sur le monde.

Élaborer une théologie contextuelle alors que le contexte est aujourd'hui vaste comme le monde peut paraître présomptueux. Réfléchir théologiquement cette globalité à partir d'un contexte limité ne peut trouver sa signification qu'en retrouvant l'inaliénable richesse de la vie des personnes mises-de-côté, et de faire de ce positionnement un véritable « topos », c'est-à-dire, le lieu duquel on rejoint l'humanité entière parce que celle-ci s'y fait présente et que son sort s'y joue. Ce faire-théologie demande une implication réelle, sur un terrain concret, et un effort d'humilité car, en ce lieu, le ou la chercheur n'est qu'un ou une chrétienne comme les autres. Il s'agit d'une position éthique très particulière, car l'acte théologique commence alors par un grand et respectueux silence.

Ainsi engagée, la théologie contextuelle québécoise se trouve très à l'aise dans son rapport avec la mouvance populaire. Par contre, le citoyen moyen se reconnaît fort difficilement dans l'idée qu'une interprétation théologique puisse nourrir le sens de sa réflexion et de son engagement. Ne vaudrait-il pas mieux, alors, nous éloigner de certaines institutions de notre

tradition religieuse et travailler à la naissance d'un christianisme nouveau qui s'arrime aux valeurs éthiques promues par les militantes et militants sociaux ? Voilà un questionnement qui oblige à scruter nos postures individuelles et collectives face aux institutions sociales, ecclésiales et universitaires qui nous sollicitent.

III. Quelques interpellations de fond

Après l'envers et l'endroit du courant, attardons-nous, un instant, au fond de la rivière, le niveau si décisif des horizons de sens et des choix éthiques. Je ne ferai qu'énumérer, ici, sous forme de propositions, cinq défis mondiaux que m'inspire cette brève analyse.

- 1) Théoriquement, la société civile est une entité autonome. Or, le défi est énorme pour les groupes qui participent au mouvement d'une solidarité mondiale et croient qu'«un autre monde est possible». Sur quoi reposerait l'autonomie d'une société civile universelle qui relativiserait le Marché ? Quel type d'État pourrait entrer en interaction fructueuse avec elle? Quel fondement rassembleur unifierait la mosaïque planétaire ?⁷

- 2) Fondamentalement, le christianisme a-t-il encore quelque chose de neuf à offrir pour le bien-être de l'humanité ? De son inspiration, peut-il encore surgir une force révolutionnaire qui soit salutaire pour le monde ? Est-ce encore possible après l'échec du

⁷ Michel Biziou, «De la société civile à la société mondiale», dans *Résistance de la société civile. À l'époque de la mondialisation*, Puf, Cités no 17/2004, p. 2

christianisme rwandais et la déviation d'un christianisme étatsuniens, par exemple ? Si oui, quel chemin nouveau emprunter ?

- 3) Seule une persévérante solidarité avec ceux et celles qui prennent au sérieux les enjeux humains actuels constituera une voie de *re-crédibilisation* des Églises de l'avenir. Parviendront-elles à se délester de leur lourdeur institutionnelle et à sortir dans les rues pour convoquer tous les humains, à partir des lieux d'exclusion les plus désespérants ?
- 4) Pour notre part, en tant que théologiens et théologiennes, relèverait-il de notre rôle de travailler au rassemblement des chrétiennes et des chrétiens engagés pour la justice et vivant en diaspora, parce qu'étrangers à l'évolution de leurs Églises ? Dans nos pays respectifs d'abord, puis, pourquoi pas, à l'échelle planétaire...
- 5) Finalement, le temps n'est-il pas venu d'oeuvrer à une éthique internationale à laquelle s'identifieraient tous les peuples de la terre ? Et alors, pour l'édification d'une société mondiale et sans reniement des références religieuses, le dépassement des religions, de toutes les religions, ne s'avère-t-il pas essentiel ? À cet effet, en christianisme, il ne serait pas inutile de rappeler que *l'Évangile n'est pas une religion*.

Merci beaucoup,

Lise Baroni-Dansereau

Janvier 2005